

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	16.10.2023	2023-505	4.1/4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 20 DU 16 OCTOBRE 2023

20 questions, numérotées de 2023-490 à 2023-509

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAL - EMPLOIS PERMANENTS TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2023-05

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Yves GOASDOUÉ, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Lori HELLOCO, Gaëlle PIOLINE, Subay SAHIN, Leïla HARDY, Jacques DUPERRON, Angela PRESSE, Bruno ASSELOT, Dominique ARMAND, Jean-Pierre HUREL

Conseillers : Nesrin YANAR, Yvette LERICHOMME, Laurent JUMELINE, Sophie RENAUDIN, Omar AYAD, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Jérémy PREVOST, Marème N'DIAYE, Chantal MARCHAND, Noël DJEZAIRI, Lucienne VINCENT, Gérard SAMOYEAU, Isabelle GILBERT, Richard RIHOUEY, Inès CHATE, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Stéphane BENIS, Emmanuelle BERGOT, Pascal CATHERINE, François LEPRINCE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Chantal MARCHAND	Yvette LERICHOMME	Ensemble de la séance
Sophie RENAUDIN	Jacques DUPERRON	
Nesrin YANAR	Subay SAHIN	
Noël DJEZAIRI	Yves GOSDOUÉ	
Jérémy PRÉVOST	Dominique ARMAND	
Emmanuelle BERGOT	François LEPRINCE	
Sylvie DUFOUR	Stéphane BÉNIS	
Tâm NGUYEN	Jean-François BRISSET	

Absents : Inès CHATÉ (ensemble de la séance), Angela PRESSE (2023-490 à 2023-493), Omar AYAD (2023-490 à 2023-500) et Thierry AUBI (2023-490 à 2023-507).

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 33	2023-490 à 2023-493	21	29
Quorum : 17	2023-494	22	28
	2023-495	22	30
	2023-496	22	29
	2023-497 à 2023-500	22	30
	2023-501	23	31
	2023-502	23	30
	2023-503	23	31
	2023-504 à 2023-505	23	30
	2023-506 à 2023-507	23	31
	2023-508 à 2023-509	24	32

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
10.10.2023	18 H 45	Yvette LERICHOMME	20 H08	17.10.2023	19.10.2023

R A P P O R T

présenté par

Gaëlle PIOLINE

Maire-Adjoint

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
POLE 4 Commission Gestion du personnel		18	04.10.2023	4	
CONSEIL	Séance	20	16.10.2023	N° d'ordre	N° délibération
				16	2023-505

OBJET

PERSONNEL COMMUNAL • EMPLOIS PERMANENTS • TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2023-05

LC/JS

Chers Collègues,

La modification du tableau des effectifs vous est proposée pour prendre en compte diverses situations :

A - Réorganisation

1 - De la Direction attractivité du territoire

1-1 : création d'une direction PROMOTION ET COMMUNICATION DU TERRITOIRE (DPC) issue de la Direction attractivité du territoire (DAT) :

2 agents Ville de Flers sont rattachés à la DAT.

Pour mémoire, la Direction de l'Attractivité du Territoire a été créée en 2011. Elle assure le suivi de 8 axes ou thématiques sur l'ensemble du territoire de Flers Agglo : Economie et Commerce (2017), Insertion et Formation, Santé (2017), Usages numériques (2014), Tourisme, Animation, Equipements sportifs (2015), Communication. Ainsi, la DAT a intégré progressivement de nouvelles thématiques et politiques.

Elle gère directement une dizaine d'équipements : Les Bains-douches numériques, le Swing-golf à La Ferté-Macé, le Centre aquatique Capfl'O, l'office de tourisme par ses bureaux de Flers et de La Ferté-Macé, le site de la Roche d'Oëtre, le Domaine de Pont-Ramond, le camping de la Fouquerie, et les gîtes de Bréel et St Philbert.

A cela s'ajoutent le développement et le suivi de Normand'Innov et la veille et la coordination des dispositifs contractuels transversaux (Europe, Etat, Région, contrat ruralité ...).

Une 1ère étape dans la structuration de la Direction a été mise en œuvre en mai 2021, avec la création de 2 pôles autour de 8 axes :

- 1 pôle Economie/Commerce, Emploi/Formation, Santé, Usages numériques, géré par le directeur ;
- 1 pôle Communication, Tourisme, Evènementiel, Equipements sportifs structurants, géré en direct par l'adjoint au directeur ;

Aujourd'hui, la direction doit continuer de s'adapter dans un contexte en pleine évolution (réglementaire, technique, rationalisation des moyens, sobriété foncière, ...) et faire face à des objectifs de territoire importants :

- Extension du périmètre de Flers Agglo,
- Intégration de nouveaux équipements et sites (site de la Roche d'Oëtre, maisons médicales...),
- Suivi et gestion de nouveaux projets : PSLA de Flers, complexe cinéma à Flers, friche Bricomarché à La Ferté-Macé, friche Thermocoax, ...
- Augmentation et complexification du nombre de dispositifs contractuels : Territoires d'Industrie, Contrat Local de Santé, Petites Villes de Demain, CRTE, France Ruralité, Plan de relance France 2030, ...
- Des porteurs de projets d'implantation économique de plus en plus nombreux avec des conditions d'accueil à réunir et à optimiser, tout cela associé à l'extension de Normand'Innov avec des projets structurants à court et moyen termes,
- Montée en charge de l'évènementiel,

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	16.10.2023	2023-505	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

- Structuration et développement d'une politique tourisme autour de notre destination Montagnes de Normandie,
- Lancement d'une démarche de marketing territorial.

Tout cela conduit à regrouper au sein de la DAT des thématiques et missions de plus en plus diversifiées mais aussi difficiles à coordonner : une augmentation du plan de charge, une difficulté accrue à piloter l'ensemble des politiques, à manager et accompagner les équipes.

Ainsi, il est proposé de créer 2 directions distinctes dans une logique d'optimisation des moyens et d'efficacité avec :

- **Le maintien de la Direction de l'Attractivité du Territoire (DAT)** regroupant désormais les volets Economie (dont Normand'innov) et Commerce, Emploi et Formation, Santé, Usages numériques, politiques contractuelles et études transversales correspondant au premier pôle décrit ci-dessous ;
- **La création d'une nouvelle direction : la Direction de la Promotion et l'Animation du Territoire (DPA)** regroupant les volets Tourisme, Evènementiel, équipements sportifs structurants et Communication.

Dans cette restructuration, les services du premier pôle relèvent de la DAT sans changements dans les emplois ni les statuts.

Les services initialement intégrés au 2ème pôle, rejoignent la nouvelle direction Promotion et Animation du territoire. Relevant actuellement du service tourisme, les 2 agents ville de Flers vont intégrer cette nouvelle direction.

Le poste de directeur adjoint devient : un poste de **directeur**, ouvert à temps complet au cadre d'emplois des attachés.

La cellule d'accueil et de gestion mutualisée pourra intervenir, dans les mêmes conditions que précédemment, pour cette nouvelle direction.

Enfin, les collectivités mènent une profonde réflexion afin de mettre en œuvre une politique sportive. L'accent est mis sur les structures portées par la Ville de Flers. Mais il est d'ores et déjà annoncé que, pour accentuer le développement d'une politique de développement du sport à l'échelle de la Ville, le pôle sports de la direction du patrimoine bascule à la Direction de la Promotion et de l'Animation du territoire dans une délibération à intervenir.

Cela permettrait de notamment de :

- regrouper le suivi et la gestion des équipements sportifs au sein d'une même direction, d'accentuer les coopérations avec les politiques menées sur le volet tourisme (sports de pleine nature, filière vélo...), évènementiel et communication (valorisation de l'offre sportive...),
- mettre en place et d'animer une nouvelle gouvernance avec les clubs de la ville de Flers,
- déployer une politique de développement du sport pour tous.

2 - De la Direction des services au public, pour son service scolaire et périscolaire :

2-1 L'organisation du service scolaire-périscolaire depuis la rentrée de septembre 2021

L'organisation actuelle du service scolaire-périscolaire (pôle établi en Mairie) a été mise en place à la rentrée de septembre 2021 suite :

- au départ pour mutation du coordonnateur scolaire-périscolaire (poste de catégorie B – cadre d'emploi des rédacteurs),
- à la décision de ne plus accueillir d'enfants sur le site de l'école Victor Hugo
- à la fusion des restaurants scolaires Sévigné/Sévigné-Paul Bert
- à la nécessité d'anticiper les départs en retraite des responsables d'équipe à intervenir de 2022 à 2024.

Les exigences liées au poste de coordonnateur scolaire-périscolaire (encadrement de 65 agents requérant trois niveaux de compétence : administratif, technique et animation) et l'organisation très centralisée du service qui en résultait ont conduit à se réinterroger sur le contenu et le périmètre de ce poste.

Parallèlement, la décision de regrouper les enfants d'élémentaires scolarisés au groupe scolaire Roland/Victor Hugo sur le site de Roland et la fusion des restaurants Sévigné/Sévigné-Paul Bert plaçaient en sureffectif notamment un poste de Responsable des Accueils Périscolaires et un poste d'Agent d'Accompagnement Périscolaire.

Au regard de ces éléments, il avait été décidé de :

- ventiler les trois domaines de compétence du poste de coordonnateur scolaire-périscolaire sur trois postes existant : poste d'adjoint au coordonnateur (référénte administrative), poste d'Agent d'Accompagnement Périscolaire en sureffectif (référénte animation) et poste de Responsable des Accueils Périscolaires également en sureffectif (référénte technique),
- positionner les postes de référentes animation et technique sur des cadres d'emploi relevant de la catégorie B en raison du niveau d'expertise requis (la référente administrative relevait quant à elle déjà du cadre d'emploi des rédacteurs),
- s'appuyer sur la Responsable des Accueils Périscolaires – Référénte cuisine (Technicienne Territoriale – Catégorie B) pour former les futures responsables et responsables adjointes dans la perspectives des départs en retraite à intervenir de 2022 et 2024,
- placer ces cadres B sous l'autorité de la Coordinatrice Education –Adjointe au Directeur des Services au Public,
- confirmer aux référentes administrative et technique la fonction d'adjointe à la coordinatrice Education afin d'assurer la continuité du service Public.

2-2 La réorganisation du service scolaire-périscolaire à intervenir dans les prochains mois

La présente réorganisation conserve la structuration générale du pôle Education instauré en septembre 2021. Ce dernier est placé sous l'autorité de la coordinatrice Education (catégorie A) qui s'appuie sur trois référentes (catégorie B) et coordonne leur action.

Ce schéma général ayant donné satisfaction en terme de fonctionnement, il y a lieu de le conserver et de poursuivre l'impulsion donnée en 2021.

Il résulte des éléments ci-dessus la déclinaison suivante dans l'organigramme :

- **Une Référénte Elémentaires** (dénommée référente technique depuis septembre 2021) sera l'interlocutrice unique des RAP et/ou des RAAP,
- **Une Référénte Maternelles** (poste transformé de référente administrative) deviendra quant à elle l'interlocutrice unique des RAEM et/ou des RAAEM. Elle sera recrutée à temps complet, dans l'un des cadres d'emploi suivants : Educatrice Jeunes Enfants – (catégorie A – Filière médico-sociale), des rédacteurs (catégorie B – Filière administrative) ou des animateurs (catégorie B – Filière Animation). En complément de ces missions, la référente Maternelles aura en charge le suivi de la régie des Recettes des écoles et de la gestion prévisionnelle des effectifs scolaires (l'école maternelle constitue la porte d'entrée de la scolarisation),
- **Une Référénte animations périscolaires** : son périmètre d'intervention reste inchangé,
- Le repositionnement de la Coordinatrice Education sur des fonctions de **Directrice Adjointe des Services au Public**.

Enfin, un retrait d'emploi sur le groupe scolaire Morin La Fontaine, répercuté par l'équipe enseignante sur la maternelle, engendre un retrait d'une AEM.

Nous attendions un recomptage à la rentrée scolaire, il n'a pas eu lieu.

Considérant les besoins en remplacements de courte durée (ASA, RTT, congés maladie de courte durée ...) difficilement pourvus par contrats, il est proposé de modifier un emploi disponible et de lui substituer un poste rattaché à ce jour à la maternelle Morin La Fontaine, tel que :

Un poste d'Agent(e) des écoles maternelles (AEM) volant(e), ouvert à temps non complet 28,25/35, au cadre d'emplois des Adjoints techniques ou des ATSEM.

Ainsi, le service bénéficiera de 2 AEM volantes, chacune rattachée à une école de REP avec la scolarisation des « très petits », dès 2 ans.

A- Transformation de postes existants pour répondre aux besoins de service :

1) A la direction des services au public :

a. Au service de police municipale

Par délibération en date du 19 juin 2023, la réorganisation du service de police municipale avait conduit la collectivité à créer un emploi de responsable de police municipale ouvert au cadre d'emplois des chefs de police municipale (de catégorie B).

La réflexion se poursuit autour des enjeux de la nécessaire proximité des agents de police auprès des populations. La responsabilité de la conduite des hommes et des projets en ce sens pourrait prévoir

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	16.10.2023	2023-505	4.1/4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

une ouverture catégorielle plus large du poste de responsable en catégorie A, en plus de la catégorie B. Ainsi pour diriger le service, et en complément, il est créé un emploi de :

Responsable sécurité publique, ouvert à temps complet au cadre d'emplois des attachés (filière administrative)

2) A la direction des systèmes d'informations :

Dans le cadre de la démarche France Relance, la collectivité s'est engagée dans le parcours cybersécurité porté par l'ANSSI.

L'audit technique et organisationnel qui en a suivi, réalisé sur plusieurs mois, a permis de dégager une feuille de route autour d'un certain nombre d'actions prioritaires à mettre en œuvre à très court terme. Le recrutement d'un ingénieur en cybersécurité fait partie de ces actions nécessaires à très court terme pour pouvoir organiser la Sécurité des Systèmes d'Information (SSI) et mettre en place les outils de sécurisation, aussi bien physiques que virtuels, indispensables pour notre système d'information.

Par délibération précédente en date du 3 octobre 2022, un emploi de chef de projet technique/développement des applicatifs avait été créé. Il est à présent vacant et ces fonctions sont réparties pour partie sur d'autres agents. Ainsi, il vous est proposé de le modifier, afin de répondre aux nouveaux besoins de sécurité numérique évoqués, tel que :

Un responsable Cybersécurité et SSI, ouvert à temps complet, au cadre d'emplois des ingénieurs.

Après avis du CST en ce qui concerne le point A

Le tableau annexé récapitule ces propositions.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- | | |
|----------------------|---|
| 1 - MODIFIER | le tableau des effectifs dans les conditions ci-dessus exposées ainsi qu'en annexe, |
| 2 - PRENDRE | l'engagement d'inscrire au Budget les crédits correspondants, |
| 3 - PREVOIR | que dans le respect des règles de droit en la matière, et en cas d'échec au recrutement d'un fonctionnaire, les postes permanents peuvent être occupés par des contractuels dans les mêmes conditions d'emplois et de niveau de rémunération que fixées à la création du poste, sauf délibération particulière, |
| 4 - PRECISER | qu'il y aura à se prononcer sur les suppressions de postes qui constituent une opération d'ordre, dans le cadre d'une délibération annuelle prise après avis du Comité Social Territorial, |
| 5 - PREVOIR | une actualisation des conventions de mutualisation dans les sens des dispositions décrites, |
| 6 - AUTORISER | Monsieur le Maire à signer les actes administratifs et les conventions nécessaires à la mise en œuvre des présentes. |

ADOpte A L'UNANIMITE.

La secrétaire de séance,

Le Maire,

Yvette LERICHOMME

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20231016-2023-505-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/10/2023

Publication : 19/10/2023